

Lancement de l'axe de recherche partenariale/engagée du GIREPS sur la transition socio-écologique

Mai 2024

Christophe Cinq-Mars Étudiant à la maîtrise





Lancement de l'axe de recherche partenariale/engagée du GIREPS sur la transition socio-écologique

Écrit par Christophe Cinq-Mars Étudiant à la maîtrise et coordonnateur du GIREPS Université de Montréal christophe.cinq-mars@umontreal.ca

Le vendredi 10 mai 2024, le Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS), en collaboration avec l'organisme Relais-femmes, a organisé un premier séminaire portant sur la transition socio-écologique. Cette note résume les discussions ayant eu cours lors de l'événement.

Alors que le GIREPS s'est spécialisé au cours des dernières années autour de la question du travail qui rend pauvre, ce séminaire cherchait à dégager les articulations entre la transition socio-écologique et les enjeux au cœur des activités du GIREPS. N'ayant que très peu réfléchi à la crise écologique en cours, il s'agissait d'amorcer une première discussion avec des militant·e·s écologiques et des groupes écoféministes afin de se munir des outils analytiques pertinents pour inaugurer un axe de recherche autour de cette articulation. Les invitées Elsa Beaulieu, ancienne coordonnatrice du GIREPS, enseignante à l'École des affaires publiques et communautaires de Concordia et travailleuse au Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF) et Maude Prud'homme, maraîchère et militante écologique s'engageant à la fois à titre de déléguée à la transition au Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et comme membre active du Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ), y ont d'abord présenté une communication.

Celle-ci fut construite autour des questions suivantes : 1) comment s'articulent le travail, la pauvreté et la transition écologique, ici (pluriel) et ailleurs? ; 2) où et comment s'articulent les enjeux des divisions sociales du travail (sexuelles, raciales, inter-nationales, coloniales, inter-sectionnelles) et de la transition socio-écologique? ; et 3) pourquoi le féminisme offre-t-il une voie privilégiée pour envisager la transition socio-écologique (et le problème du travail dans celle-ci)? Afin d'y répondre, Elsa et Maude ont collectivement découpé leur argumentaire en trois sections. La première cherchait à rappeler le contexte écologique actuel et, conséquemment, le degré d'ambition qu'implique la lutte aux changements climatiques. La deuxième offrait une brève présentation des mouvements et théories écoféministes ainsi que de leurs apports à la lutte. Enfin, la troisième identifiait les leviers de





résistance face à la crise environnementale et se questionnait sur les modalités d'une transition socioécologique anticapitaliste.

Contexte actuel de la crise écologique

S'engager dans la voie de la transition socio-écologique suppose d'abord de comprendre la nature de la crise climatique. En ce sens, les deux invitées ont fait un bref survol de la situation environnementale, trop souvent banalisée, euphémisée ou voire parfois complètement contestée. Elles ont ainsi souligné qu'en 2024, le seuil du +1,2 °C par rapport à l'ère préindustrielle a déjà été atteint, alors que des modélisations plutôt conservatrices évaluent que le seuil du +1,5 °C sera atteint d'ici une dizaine d'années. Cette hausse des températures entraîne notamment le réchauffement des océans qui, à son tour, provoque le blanchissement des coraux, ces derniers étant pourtant essentiels à la conservation et à la reproduction des écosystèmes marins. L'interaction entre les milieux océaniques et atmosphériques, agissant tel un serpent qui se mange la queue, produit en somme des conséquences écologiques de plus en plus imprévisibles. Et c'est précisément le caractère imprévisible des changements climatiques qu'Elsa et Maude ont d'abord tenté de mettre en évidence. Alors que nous sommes dans un contexte de perte de contrôle des dynamiques de changement des cycles biosphériques, elles ont voulu démontrer comment l'idée d'une transition socio-écologique visant à éviter un état de déstabilisation totale serait déjà dépassée. Elles ont réitéré que les effets délétères du système capitaliste sur l'environnement se font déjà grandement sentir, rendant déjà certaines régions du monde presque invivables, sans que nous ne disposions pour autant des connaissances suffisantes afin de prévoir adéquatement ce qui se présente devant nous. Si la lutte est urgente, c'est bien parce que notre avenir est incertain.

Elles ont par ailleurs rappelé qu'une conséquence directe de cette imprévisibilité des changements climatiques est la montée de sentiments d'impuissance, de stress et d'anxiété, souvent regroupés sous le néologisme, bien propre à notre ère, d'« éco-anxiété ». Ces sentiments, loin d'être de nature passagère, ne font que s'ajouter aux défis à affronter et doivent de ce fait être intégrés aux réflexions sur la crise écologique. Agissant paradoxalement à la fois comme obstacle, par leur caractère paralysant, et comme moteur de changement, ces sentiments prolifèrent rapidement au sein de nos sociétés et structurent dorénavant notre rapport à la crise actuelle. Il importe donc, selon les invitées, d'analyser ces nouvelles émotions en tant que réalité constitutive de la lutte aux changements climatiques.

Selon Elsa et Maude, un angle mort des différents plans de lutte aux changements climatiques, et ce, tant au sein des approches réformistes qu'auprès des mouvements plus progressistes, est de réduire celle-ci à une lutte contre les hydrocarbures. Bien que ces derniers, en tant qu'énergie non renouvelable, menacent l'environnement par l'émission des gaz à effet de serre que leur extraction et consommation impliquent, les deux invitées ont bien démontré comment nos réflexions sur la crise ne peuvent s'y réduire. Selon elles, la destruction environnementale carbure à une multiplicité de sources : énergétique (charbon, hydroélectricité, nucléaire, etc.) force de travail (travailleur·euse·s salarié·e·s, travail non rémunéré des femmes, surexploitation des populations vulnérables , etc.) et naturelle, c'est-à-dire le travail qu'effectue la nature d'elle-même. Le système capitaliste repose sur





l'accumulation croissante du capital, uniquement possible par l'extraction, elle aussi toujours croissante, des ressources terrestres pourtant limitées et par l'exploitation de la force de travail du salariat jumelé au travail gratuit, en particulier celui des femmes. Pour Elsa et Maude, limiter l'exploitation des hydrocarbures ne changera en rien la dynamique structurelle de notre système économique, vouée à détruire nos écosystèmes et nos corps. Ce système continue d'alimenter un ensemble de dettes qui se traduisent en termes de misère, de vols et de destruction des sources de la reproduction des écosystèmes, au détriment des jeunes générations, des femmes, des populations du Sud global, des personnes issues des minorités dans les pays du Nord et des personnes en situation de précarité et de pauvreté économique. La transition socio-écologique ne pourra donc se faire que par des changements radicaux, révolutionnaires, visant à construire un autre monde sur de nouvelles bases.

Crise écologique et écoféminisme

Penser la transition socio-écologique ne peut se faire qu'en y intégrant, de façon systématique, une analyse critique des différents systèmes d'oppression qui sont en constante interaction avec la crise climatique. Selon Elsa et Maude, la lunette écoféministe permet d'arrimer les structures d'exploitation écocidaires du système capitaliste aux rapports de domination coloniaux et patriarcaux. Ce faisant, l'écoféminisme démontre comment la nature et les femmes – et plus majoritairement les femmes racisé·e·s et issues des pays du Sud – sont arraisonnées aux rapports sociaux de domination capitaliste, patriarcal, colonialiste et extractiviste.

D'une part, les femmes sont plus vulnérables face à la crise climatique, alors qu'elles sont les premières à être affectées par les destructions environnementales causées par l'industrialisation et l'extractivisme. D'autre part, elles sont, à l'image de la nature, davantage exploitées, notamment en raison de leur prise en charge des tâches associées au travail de soin, démultipliées par la crise écologique. Le travail de reproduction sociale qu'effectuent principalement les femmes ne fait que s'alourdir sous le poids des désastres écologiques consécutifs. Eu égard aux conséquences que vivent conjointement la nature et les femmes, les perspectives écoféministes ont mis en évidence les connexions entre la domination que les hommes exercent sur l'une et l'autre. Par conséquent, une lecture de la crise écologique qui ne tiendrait pas compte des rapprochements entre les structures de domination capitalistes, patriarcales et coloniales ne peut, d'après Elsa et Maude, être qu'incomplète. L'écoféminisme offre non seulement les munitions conceptuelles pour analyser et critiquer la situation actuelle, mais il permet aussi de reconnaître les angles morts de nombreuses approches écologiques et d'en dépasser leurs limites.

Toutefois, elles ont aussi soulevé certains angles morts au sein même des approches écoféministes. L'un d'eux consisterait à négliger l'analyse prospective de la lutte, c'est-à-dire à ne pas suffisamment élaborer un agenda normatif qui intégrerait les critiques précédemment posées à nos imaginaires post-capitalistes. Dans la mesure où la plupart des gains d'autonomie des femmes des soixante dernières années se sont réalisés par l'intégration de ces dernières au salariat, les deux invitées se sont questionnées sur les autres voies possibles à envisager. Comment penser un autre régime social et économique dans lequel la lutte contre le patriarcat serait possible? Comment penser





l'émancipation des femmes à l'extérieur du salariat? Si le salariat, et corollairement l'exclusion des femmes de celui-ci, charpente à la fois la crise climatique et les inégalités sociales selon le genre, comment l'écoféminisme permet-il son dépassement?

Transition contre transition : comment penser la lutte écologique?

La transition socio-écologique est cependant devenue pour le capital un instrument nécessaire à sa reproduction et à son accumulation. Qu'il s'agisse simplement de greenwashing, de la reconduction d'une logique impériale par la prolifération de l'extractivisme dans les pays du Sud ou de la mise en chantier de nouveaux projets aux conséquences écologiques désastreuses pour les territoires au Nord , le capitalisme se saisit de cette transition afin d'en faire une porte de sortie face à la saturation de ses marchés. Cette réappropriation des mouvements et revendications écologiques s'accompagne d'ailleurs fréquemment de discours de la part des gouvernements et des élites économiques sur la création d'emplois de qualité, qui généreraient de précieuses retombées économiques pour la population locale. Étant non seulement mensongère, une telle rhétorique masque les inégalités sociales et les destructions environnementales causées par le capitalisme. Face à ces discours idéologiques des plus frauduleux, Elsa et Maude ont fait valoir l'importance d'élaborer une planification démocratique pour une transition socio-écologique juste.

Étant toutes les deux impliquées dans le Front commun pour la transition énergétique, les deux invitées ont présenté certains éléments importants de la transition que ce regroupement propose. En première instance, elles ont insisté sur la nécessité de soutenir la résilience de nos écosystèmes. Alors que certains d'entre eux n'ont plus les ressources suffisantes à la reproduction de leur milieu, puisqu'un trop grand nombre de limites biophysiques ont déjà été franchies, il importe de s'organiser collectivement afin de les protéger et de les restaurer (e.g., décontamination des sols, gestion des nuisances, fertilisation des terres, etc.). En plus de freiner durablement l'exploitation et la consommation des hydrocarbures, la transition socio-écologique doit assurer la préservation d'un maximum d'écosystèmes. Elle doit s'engager à reconnaître les capacités biophysiques de ces derniers, à investir dans la réhabilitation des milieux déjà trop endommagés et à limiter le plus drastiquement possible les impacts futurs de l'activité humaine.

Un tel projet suppose donc de repenser radicalement notre rapport au travail. Alors que la transition socio-écologique proposée par les responsables politiques et les grands dirigeants d'entreprise fasse miroiter des emplois de qualité, remarquons que ceux-ci sont généralement réservés à des groupes sociaux particuliers. Les femmes, les personnes en situation de pauvreté et de précarité, les personnes racisées et issues de l'immigration et les populations des pays du Sud ne sont généralement pas celles et ceux qui bénéficient de tels emplois. Pire encore, le travail de soin des femmes continue quant à lui à être dévalorisé et invisibilisé, malgré l'augmentation de sa charge. Pour Elsa et Maude, l'aboutissement d'une véritable transition socio-écologique exige donc d'organiser notre système de production selon les capacités naturelles de notre planète, tout en soutenant une perspective de justice sociale pour tous les membres de la population. Cela implique de prioriser le développement d'une économie sociale démocratique, permettant la pleine participation de toutes et de tous, tant au sein de la sphère productive que reproductive. Pendant que





les conséquences de la crise climatique actuelle affectent, et continueront d'affecter, d'abord les plus vulnérables, la transition socio-écologique ne peut se faire qu'en rompant les rapports de domination propres à notre système économique. Cette réorganisation de la sphère du travail nécessiterait l'abolition du salariat et, par le fait même, du capital, afin de s'orienter vers une économie des communs ancrée dans notre territoire.

Enfin, Elsa et Maude ont proposé de d'abord reconnaître les leviers d'action où se trouve un potentiel de démarchandisation. Pour tendre vers une autre forme d'économie, fondée sur nos besoins sociaux ainsi que nos limites biophysiques, elles ont souligné l'importance de sortir certaines de nos ressources et activités de la sphère marchande. Par exemple, au niveau alimentaire, l'instauration d'un programme d'alimentation gratuit dans un ensemble d'institutions permettrait de démarchandiser tout un pan de l'alimentation, en contribuant parallèlement à la valorisation du travail des maraîchers et des maraîchères et à la multiplication des infrastructures d'aliments sains. Ce processus permettrait également d'honorer certains savoirs vernaculaires, présentement dévalorisés par notre système économique, pourtant fondamental à la transition socio-écologique.

Conclusion

Ce séminaire a jeté les bases d'une réflexion, indispensable et urgente sur la crise écologique et nos luttes possibles. Pour ce faire, Elsa et Maude ont mis en valeur les perspectives écoféministes afin d'entamer une planification de la transition socio-écologique. Or, nous sommes encore loin de pouvoir affirmer qu'une telle transition soit à portée de main, bien au contraire. Les désastres écologiques se succèdent, sans pour autant endiguer la force avec laquelle se déploie le capital ou la vitalité que prennent les discours encourageant les replis identitaires.

Bien que la transition socio-écologique proposée par nos invitées trace les contours d'un futur juste et durable, des questions demeurent : comment la lutte écologique peut-elle freiner l'accumulation du capital qui est au cœur de notre système économique? Comment faire pour que les travailleurs et les travailleuses qui assurent cette accumulation s'investissent dans la lutte? Dans quelle mesure la lutte écologique pose-t-elle, à elle seule, les conditions nécessaires au dépassement du capitalisme?

Il s'agira, lors de prochains séminaires organisés par le GIREPS, de continuer à creuser ces questions et de prolonger nos réflexions, toujours avec l'appui de militant·e·s écologiques et de groupe écoféministes désirant s'y investir.







Ce compte-rendu a été produit par le Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS)

Adresse: Pav. Lionel-Groulx 3150, rue Jean-Brillant, Montréal (QC)

Courriel: gireps.coordo@gmail.com

Site web: www.gireps.org

Auteur: Christophe Cinq-Mars

Comité éditorial : Marie-Pierre Boucher, Yanick Noiseux

Pour citer ce document : Cinq-Mars, Christophe. « Lancement de l'axe de recherche partenariale/engagée du GIREPS sur la transition socio-écologique », *Compte-rendu.* (2024).

